

**Relance économique, énergétique et écologique en Chine et en Europe**  
**Session Présidée par Raphaël Schoentgen**  
**Note de synthèse**

---

Le panel a reconnu l'existence **d'un potentiel de coopération très fort entre la Chine et l'UE alimenté par les partenariats commerciaux existant et la détention massive de réserves en euros de la Chine (26%), mais aussi la nécessité de dialogue sur les visions du climat comme politiques de projection, la coopération technologique et financière (notamment en pays tiers) si l'on veut réussir l'accord de Paris.**

**Raphaël Schoentgen** - Un premier cycle de coopération se termine pour le cas français avec le nucléaire, l'aéronautique et l'automobile. Vu l'importance diplomatique du climat pour l'UE, un deuxième cycle de coopération doit être en phase avec un verdissement des investissements et des échanges entre ces deux espaces économiques. Les positionnements politiques actuels sont forts, mais existe-t-il des positionnements économiques de même nature et force ? Voit-on une coopération économique qui se poursuit lorsque la coopération politique ne suit plus ? N'avons-nous pas, indépendamment de la politique, un enjeu de coopération à développer, notamment avec les pays tiers ?

**Brune Poirson** rappelle que l'enjeu s'inscrit dans les dynamiques géostratégiques suivantes :

- L'accord de Paris, pierre de façade de l'ambition géostratégique européenne (loi climat) et française (SNBC) et le désengagement états-unien - quel que soit l'issue de l'élection de 2020- sur le climat et la biodiversité.
- Les récents engagement du gouvernement chinois d'atteindre la neutralité carbone en 2060 et de plafonner les émissions de GES avant 2030.
- Des visions du monde et des manières de construire et de mettre en œuvre les politiques publiques qui diffèrent entre l'UE et la Chine. Le CoVid n'a fait qu'accentuer les tendances sous-jacentes : le protectionnisme américain. L'Europe voit le combat climat comme un instrument de puissance et d'influence.
- Mais une vision du monde incluant le commerce avec d'autres zones est inscrite dans le Green Deal, des missions territoriales claires existent de part et d'autre : le *Green Deal* de la commission européenne financé avec les plans de relance (avec l'appui de la BEI), et la *Belt & Road Initiative*, financée par des prêts entre gouvernements, des banques d'exportation (China Development bank), ou multilatérales (AIIB).
- Des tests d'ambition pour les chefs d'États européens lors du prochain Conseil Européen – qui doivent prouver leur engagement en relevant les objectifs de réduction - mais aussi pour la République Populaire de Chine, organisatrice de la COP15-Biodiversité - doit montrer sa capacité à engager des tiers dans la coopération internationale (en particulier l'ASEAN sur les sujets forestiers).

**Ding Yifan** prône, derrière ce panorama stratégique, des enjeux massifs et communs de transition énergétiques.

La décarbonation du mix énergétique chinois est absolument cruciale pour la lutte contre le réchauffement global tant pour la réduction des émissions mondiales que pour la réduction de l'empreinte carbone des européens, importateurs massifs de produits chinois. Cette décarbonation, structurellement compliquée, implique de reconverter des provinces chinoises entières (Shanxi ou Mongolie Intérieure par exemple). La ville de Datong - situé sur le gisement houiller du Shanxi qui représente 200 ans de consommation chinoise anticipe une transition en investissant massivement dans la production d'hydrogène à partir de charbon, sans émission de GES, tirant bénéfice des exemples historiques du développement européen - de la crise sociales des houillères du Nord de la France. Ces transitions ne sont possibles que si des investissements technologiques massifs s'organisent. La filière technologique hydrogène se structure en Chine et les autorités chinoises y voient une opportunité de coopération majeure avec les européens (par exemple avec la firme française AirLiquide qui équipe déjà avec succès plusieurs pays asiatique en infrastructures hydrogène en maîtrisant la liquéfaction de l'hydrogène). La Chine investit aussi massivement dans d'autres usages de l'énergie. Face au contexte diplomatique, le gouvernement chinois est prêt à des concessions car l'UE et la Chine ressentent la criticité du moment historique actuel. La Chine cultive les institutions européennes pour ouvrir les négociations.

**Thomas Melonio** propose que les coopérations incluent les pays tiers :

- La Chine est le premier bailleur unilatéral en Afrique avec une place considérable dans les investissements.
- La Chine s'investit dans les réseaux des banques centrales et des banques de développement avec un agenda commun avec les banques de développement occidentales.
- Malgré des initiatives récentes, la Chine pourrait faire un effort équivalent en particulier lorsqu'elle se trouve solidaire de la dette d'autres états et occuper une place de plein exercice dans les mécanismes internationaux de restructuration de dette - notamment au Club de Paris, sécurisant l'enjeu commun du refinancement.

### **Débats du panel – voies de la durabilité**

Une fois ces éléments de positions donnés, il reste à l'horizon une question majeure de l'écart pour la Chine entre ses engagements de neutralité carbone, ses investissements verts volontaristes mais la perpétuation d'investissement charbonniers sur son territoire et le long de BRI. Quelles sont alors les pistes pour dépasser la *realpolitik* ?

- Multiplier les options technologiques, et donc favoriser l'émergence d'infrastructures, notamment hydrogène
- Favoriser la coordination des normes et des standards entre écosystèmes industriels chinois et européens - régulation, industriels, investisseurs.
- Augmenter le volume des investissements à destination des pays tiers - en tirant partie des expertises des banques de développement mais surtout en embarquant les volumes massifs d'investissement de la Banque de Développement de la Chine (cinq fois plus grande que la banque mondiale, cinquante fois plus que l'AFD)
- Encourager le co-financement Europe-Chine pour les pays tiers (déjà à l'œuvre dans l'AIIB).
- Embarquer la finance privée dans le développement international en l'alignant sur la connaissance écologique des banques publiques de développement (AFD entre autres)

### **Les freins à de telles initiatives sont actuellement :**

- L'image « publique » des projets de développement international - et l'afflux massif de capitaux des plans de relance fait, à ce titre, très peur à la finance privée.
- La souveraineté technologique rend les industriels méfiants car sous des apparences d'universalisme scientifique, la Chine a rattrapé son éclipse technologique temporairement en envoyant massivement des étudiants se former en Occident. Ici les élections européennes peuvent jouer et détendre des relations.